

L'EUROLAND OU DAS GROSSE REICH...

Pétain avait déclaré que *«les Français avaient la mémoire courte»*. Force nous est de constater que, sur ce point précis, le vieux Maréchal réactionnaire n'avait pas tout-à-fait tort.

Qui, aujourd'hui, se souvient encore que les nazis militaient pour *«l'Europe Nouvelle»* et la construction d'un *«nouvel ordre»*? dont ils disaient qu'il durerait mille ans!!!

On nous objectera que les *«choses ont changé»*. Pour ma part, je suis enclin à considérer que si la forme a effectivement changé, le fond est bien demeuré le même: construire un Empire européen totalitaire, sous la domination politique de l'Allemagne. Sinon que signifierait l'affirmation de Helmut Kohl: *«Nous dirigerons (l'Europe) parce que nous sommes les plus forts!»*.

«Le Monde» de Beuve Mery et de Vichy (via l'école d'Uriage) a publié le 9 mai une interview de Hans Tietmeyer président de la *Banque centrale allemande*.

A la question des journalistes: *«Comment transposer le modèle de la Bundesbank au niveau de la B.C.E.?»*, Hans Tietmeyer répond tranquillement:

«On ne peut pas transférer complètement un modèle national au niveau européen. Mais la construction de la B.C.E. s'inspire largement de la Bundesbank. Le mandat est sans équivoque, la stabilité des prix. Les membres du conseil sont indépendants. Le système est aussi collégial. Chaque membre a la même voix. Une des questions est de savoir si les membres du conseil se considéreront comme représentants de leur pays d'origine ou se sentiront responsables de l'Euroland dans son ensemble.

En Allemagne, le représentant de la Bavière, de Hambourg ou de Berlin ne s'est pas considéré comme l'avocat de sa région d'origine, mais comme le gardien de la stabilité de tout le territoire. C'est pareil au niveau européen. Désormais, je ne dois pas regarder l'Allemagne, mais tout l'Euroland. Nous devons tous réaliser ce saut intellectuel».

Autrement dit, la France, en tant que Nation est, au même titre que la Bavière, Hambourg ou Berlin un «Land» de l'Euroland dont MMrs Chirac et Jospin seraient, au mieux, les *«gauleiters»*.

Et pour plus de clarté, à la question: *«Les dirigeants de la BCE pourront-ils être auditionnés par les Parlements Nationaux?»*, avec une belle franchise, il répond:

«C'est comme si j'étais audité par le Parlement Régional de Bavière. J'enverrais plutôt le président de la Landeszentralbank de Munich. Si les Parlements nationaux veulent discuter ou avoir des informations, les présidents de leurs banques centrales nationales sont à leur disposition pour des entretiens informels. Il faut veiller en tout cas à ce que la politique monétaire ne soit pas déterminée par des positions nationales. Cela nuirait à la monnaie commune».

Pas étonnant, dans ces conditions, s'il affirme que: *«l'Union Monétaire doit à terme conduire à une intégration politique supplémentaire»*. Enfin, à ceux qui seraient tentés de le classer parmi les *«néolibéraux»*, en bon adepte de Pie XII, il rappelle: *«Mon mémoire de fin d'études portait sur les conflits entre la doctrine sociale de l'Église et le néolibéralisme»*, et: *«lors de mon baccalauréat en 1952, l'un de mes professeurs m'a écrit: «A l'Européen convaincu, je souhaite bonne chance»*.

Ah le brave homme... HEIL NEUE EUROPA!

Rappelons aux nouveaux *«kollabos»* qui se ruent à la *«soupe»* et qui bavardent si volontiers sur *«l'em-*

ploi» que la banque de Francfort (B.C.E.) aura pratiquement droit de vie ou de mort sur les entreprises de «*l'Euroland*».

Dans ces conditions, les travailleurs Français, notamment dans la Métallurgie, ont plutôt du souci à se faire. Mais, pas plus que pendant la dernière guerre, cela ne saurait, au moins dans l'immédiat, troubler le moins du monde les bureaucrates français candidats à la nomenklatura européenne!

Alexandre HÉBERT.
